

N° 4743<sup>4</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2000-2001

## PROJET DE LOI

portant modification de la loi du 22 février 1968  
sur la nationalité luxembourgeoise, telle qu'elle a été modifiée

\* \* \*

## AVIS COMPLEMENTAIRE DU CONSEIL D'ETAT

(19.6.2001)

Par dépêche en date du 5 juin 2001, le Président de la Chambre des députés a, sur base de l'article 19(2) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat, saisi le Conseil d'Etat d'amendements au projet de loi sous rubrique.

Au texte des amendements, adoptés par la Commission juridique de la Chambre, était joint un commentaire.

Le Conseil d'Etat n'a pas d'observations à formuler à l'endroit de *l'amendement à l'article III* du projet de loi fixant la date d'entrée en vigueur de la future loi.

S'agissant des *amendements aux points 7 et 17 de l'article Ier* du projet de loi, le Conseil d'Etat constate que les modifications proposées par la Commission juridique de la Chambre ne se départissent aucunement du point de vue adopté par les auteurs du projet de loi initial sur la question de l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise en raison du mariage et ne rencontrent pas les observations critiques formulées par le Conseil d'Etat dans son avis du 2 mai 2001. Aussi le Conseil d'Etat maintient-il sa position telle qu'exprimée dans son avis précité: pour les raisons y détaillées plus amplement, il se prononce donc pour le maintien du texte actuel de l'article 8 de la loi modifiée de 1968 et pour la modification de l'article 21 de cette même loi dans le sens par lui préconisé.

Les *amendements aux points 6 et 18 de l'article Ier* ont trait à l'appréciation de l'intégration suffisante de l'étranger au regard notamment de ses connaissances linguistiques.

Le Conseil d'Etat approuve les auteurs des amendements en ce qu'ils entendent remplacer l'exigence d'une „assimilation“ suffisante par celle d'une „intégration“ suffisante.

On aurait pu penser que cette modification ne serait pas de pure terminologie, mais se répercuterait également au niveau de l'appréciation de la volonté d'intégration de l'étranger désireux d'acquérir la nationalité luxembourgeoise.

En définitive, les exigences linguistiques du projet initial sont maintenues en substance inchangées:

- les exigences linguistiques restent le critère déterminant de la volonté d'intégration de l'étranger, et l'étranger qui n'y satisfait pas devrait voir sa demande tendant à l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise rejetée. L'usage de l'adverbe „notamment“, qui pourrait faire penser que le critère linguistique n'est qu'un critère parmi d'autres, est à cet égard trompeur. L'étranger doit au contraire satisfaire *en particulier* à ces exigences linguistiques cumulées.
- la charge de la preuve incombe toujours à l'étranger. Les auteurs des amendements ont certes entendu y apporter certains aménagements, en n'exigeant plus obligatoirement que l'étranger ait acquis les notions de base de la langue luxembourgeoise en suivant des cours portant sur la pratique de la langue luxembourgeoise. Pour autant la tâche de l'étranger n'est pas facilitée, alors qu'il faudra encore qu'il s'assure que les certificats et documents qu'il produit ont un caractère officiel. La précision du commentaire de l'amendement que les déclarations écrites de l'employeur sont censées présenter un tel caractère ne va en tout cas pas de soi. Finalement, le Conseil d'Etat maintient, face à ces aménagements, son observation de voir l'exigence d'une connaissance de base du luxembourgeois réduite à une pure formalité.

- le Conseil d'Etat avait déjà dans son avis du 2 mai 2001 fait observer que les exigences linguistiques relèvent en dernière analyse d'une appréciation en opportunité. L'appréciation de la connaissance *suffisante* d'une langue ou de la connaissance des *notions de base* d'une langue est nécessairement empreinte d'une part plus ou moins grande de subjectivité. La décision en matière de naturalisation relève en conséquence de la décision souveraine en appréciation de la Chambre, ce que les auteurs des amendements admettent d'ailleurs implicitement en proposant de modifier le pénultième alinéa du nouvel article 7, pour tenir compte de l'opposition formelle du Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat, au regard des développements qui précèdent, recommande à la Chambre de ne pas s'engager dans la voie préconisée tant par les auteurs du projet de loi initial que par les auteurs des amendements. Il maintient sa proposition de texte à l'endroit des nouveaux articles 7, alinéa 1er point 4 et 22, alinéa 1er point 3, en y remplaçant le terme „assimilation“ par celui de „intégration“. Cette proposition permet de tenir compte des connaissances linguistiques de l'étranger, sans cependant déterminer le degré de perfection que l'étranger doit avoir atteint, ni lui en imposer la charge de la preuve, ni faire de ce critère le seul déterminant.

\*

Par dépêche en date du 19 juin 2001, le Président de la Chambre des députés a encore saisi le Conseil d'Etat d'un amendement supplémentaire au projet de loi sous rubrique.

Cet amendement, adopté par la Commission juridique de la Chambre lors de sa réunion du même jour, vise à tenir compte des observations formulées par le Conseil d'Etat à l'endroit du deuxième tiret de l'alinéa premier du nouvel article 6 (*point 5 de l'article 1er* du projet de loi). Le texte adopté par la Commission juridique de la Chambre répond de manière adéquate aux préoccupations du Conseil d'Etat, et tient ainsi compte des dispositions de l'article 34 de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés.

D'un point de vue purement rédactionnel, le Conseil d'Etat propose de dire que „la période entre ... est assimilée à un séjour autorisé au sens du deuxième tiret du premier alinéa“.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 19 juin 2001.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Marcel SAUBER